



OBSERVATOIRE

DE LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE ET
CINÉMATOGRAPHIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

14^E ÉDITION - MAI 2019



PRÉSENTATION Audiens

Acteur de l'économie sociale et solidaire, Audiens protège au quotidien les professionnels de la culture et de la création : employeurs, créateurs d'entreprise, salariés permanents et intermittents, journalistes, pigistes, travailleurs indépendants, retraités et leur famille.

Depuis sa création, le groupe est fidèle à son identité professionnelle. Il œuvre ainsi à humaniser la relation avec ses adhérents, sécuriser les parcours professionnels, simplifier le service, accompagner le changement.

Cette vocation se concrétise par la conception d'une offre adaptée aux spécificités de la profession, en assurance de personnes et de biens, retraite complémentaire, accompagnement social et solidaire, prévention, médical, congés spectacles, services aux professions...

Sa dimension paritaire, son expérience du dialogue social et la confiance que lui accordent l'Etat et les branches professionnelles en font le référent social des industries culturelles.



Audiens

74 rue Jean Bleuzen – 92177 Vanves Cedex

Tél. : 0 173 173 000

www.audiens.org

Nos 6 métiers

La retraite complémentaire

Audiens assure la gestion de la retraite complémentaire Agirc-Arrco, dans ses secteurs professionnels où les salariés ont souvent des parcours atypiques. Le groupe organise des séances d'information en entreprise, sur les dispositifs de retraite.

L'assurance de personnes et de biens

Complémentaire santé, couverture invalidité, incapacité temporaire de travail décès, rente éducation, rente de conjoint, épargne, risques professionnels : des solutions sur-mesure, collectives et individuelles, adaptées aux spécificités des professions culturelles.

L'accompagnement solidaire et la prévention sociale

Nous développons une politique de proximité vis-à-vis de nos publics : aides financières ciblées, assistantes sociales en entreprise, action d'accompagnement (retour à l'emploi, handicap, préparation à la retraite soutien aux familles, aux personnes endeuillées...).

Le médical et la prévention santé

Soins et bilans de santé Audiens Care, dentaire, médical, cellule psychologique de crise, services de e-santé... du préventif au curatif, nous mettons en œuvre des dispositifs dans une démarche d'approche globale du patient.

Les congés spectacles

Nous assurons la gestion des congés payés des artistes et techniciens : recouvrement des cotisations auprès des employeurs, paiement des indemnités aux bénéficiaires

Les services aux professions de la culture et de la création

Nous prenons en charge la gestion de nombreux services pour les professionnels de la culture : études et statistiques, recouvrement de cotisations, Mission handicap, gestion sociale et RH...



PRÉSENTATION Film Paris Region

La Commission du film Île-de-France rejoint Paris Region Entreprises, l'agence d'attractivité internationale de la Region Île-de-France et porte une triple ambition :

- Contribuer au développement de la filière Image à travers l'animation de rencontres professionnelles et de projets collaboratifs,
- Accompagner les productions désireuses de développer leurs projets dans l'un des écosystèmes les plus riches au monde,
- Promouvoir cet écosystème auprès des sociétés de production internationales sous la marque Film Paris Region.

En lien avec tous les acteurs franciliens de l'industrie, la Commission du Film propose un service d'accompagnement sur mesure aux sociétés de production grâce à un accès privilégié à :

- Des solutions de financements adaptés à tous types de projets,
- Une gamme exceptionnelle de décors, du plus iconique au plus alternatif,
- Des prestataires de service dédiés sur toute la chaîne de fabrication du film,
- Des équipes techniques de haut niveau et des talents renommés,
- Des sociétés internationales de VFX et de post production.



Film Paris Region

Paris Region Entreprises
11, rue de Cambrai – 75019 PARIS
01 75 62 58 07
contact@filmparisregion.com



OBSERVATOIRE

DE LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE ET
CINÉMATOGRAPHIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

14^E ÉDITION - MAI 2019

PRÉAMBULE

Cette étude est la quatorzième de « l'Observatoire de la production audiovisuelle et cinématographique en Île-de-France » mis en place conjointement par Audiens et par la Commission du Film d'Île-de-France. Celle-ci a été progressivement développée et améliorée, en maintenant stables les univers statistiques, afin de disposer de données comparables dans la durée.

Son ambition est de mesurer précisément la structure et les évolutions de la production audiovisuelle et cinématographique dans la Région Capitale et plus largement sur l'ensemble du territoire national. Elle est chaque année affinée et complétée d'indicateurs complémentaires en fonction des besoins de l'analyse et des évolutions du secteur.

CONTEXTE

L'objectif de cette étude est de connaître la structure des entreprises du secteur, la répartition des emplois, et de bien apprécier les évolutions de ceux-ci. L'enjeu est, notamment, de mesurer l'impact sur l'emploi des politiques de soutien au secteur, qu'elles soient nationales ou régionales, leurs effets se conjuguant étroitement en région Île-de-France qui pèse un poids majeur dans l'activité du pays.

Il s'agit aussi de disposer d'un élément de comparaison par rapport aux politiques concurrentes, nationales et régionales, fort actives dans de nombreuses régions du monde qui ont fait de l'activité dans ce secteur un objectif prioritaire, et tout particulièrement en Europe, mais pas seulement, dont l'ambition ne cesse de se renforcer avec des politiques de soutien et des politiques fiscales régulièrement améliorées.

La Région Île-de-France a confié à la Commission du film d'Île-de-France le soin de mettre en place des indicateurs stables afin d'évaluer précisément les évolutions du secteur. Pour remplir cette mission, la Commission s'est rapprochée du Groupe Audiens qui, en raison de sa position privilégiée de gestionnaire des retraites complémentaires des métiers du spectacle, dispose d'une base statistique exceptionnelle, constituée par les entreprises cotisantes et par l'ensemble des déclarations faites à l'organisme pour leurs salariés permanents ou intermittents. C'est la seule base de données qui, en France, et plus largement en Europe, permet de saisir l'activité de l'ensemble des professionnels concernés dans leur diversité de métiers et de statut. Cela tient à la place unique qu'occupe le Groupe Audiens auprès des professionnels du secteur.

Audiens est donc le seul organisme en situation de pouvoir produire des données sociales globales sur le secteur et a

choisi de mobiliser l'ensemble des données nécessaires dans une démarche conjointe avec la Commission du Film d'Île-de-France pour mettre en place cet « Observatoire de la production audiovisuelle et cinématographique en Île-de-France » dont la vocation est de proposer chaque année des données exhaustives sur l'emploi dans le secteur afin d'en mesurer précisément l'impact social et économique.

La Commission du Film d'Île-de-France, en raison de son activité quotidienne d'accueil des productions, dispose de son côté de l'ensemble des informations liées au contexte et aux conditions d'exercice de l'activité qui permettent d'analyser et de mettre en perspective les données recueillies. Elle rencontre et interroge régulièrement les entreprises du secteur, organise pour elles des stands ombrelles pour aller à la conquête de l'activité internationale et recueille les informations utiles sur l'impact des productions internationales dont elle prépare les tournages en Île-de-France. Pour décider de l'opportunité d'un tournage, celles-ci s'adressent en amont à la Commission dont une des missions principales est de faire valoir les atouts spécifiques de la Région pour que celle-ci soit effectivement choisie comme site de tournage ou de production. Cela dans un contexte de très forte concurrence internationale. La Commission du Film d'Île-de-France est donc bien placée pour analyser l'ensemble des facteurs économiques, politiques, réglementaires et fiscaux qui orientent l'activité.

Les données recueillies et analysées dans le présent document portent sur les années 2007 à 2018 pour les données concernant les entreprises, les données individuelles ne pouvant être complétées qu'avec une année de décalage, compte tenu du délai de déclaration des entreprises.

MÉTHODOLOGIE

Les indicateurs ont été mis à jour en mars 2019.

Changement de caractéristiques des sièges (NAF et région d'implantation)

Les données d'identification des entreprises (code NAF et localisation géographique) sont celles connues au moment de la mise à jour des indicateurs. L'historique de ces données n'est pas exploité, aussi c'est la dernière situation de l'entreprise qui prévaut pour l'ensemble des exercices. Sont impactants les changements de code NAF et les changements d'adresse du siège des entreprises, ainsi que les changements de sièges sociaux.

Information importante sur le périmètre des données des salariés permanents

L'ensemble des CDDU sont déclarés auprès d'Audiens. Mais le personnel permanent (CDI ou CDD de droit commun) de certaines entreprises n'est pas déclaré auprès d'Audiens, car relevant historiquement d'autres caisses de retraite complémentaire.

Dans le cadre de l'application de la mesure 3, article 8, des Accords Nationaux de Mars 2013 qui regroupent les adhésions en retraite complémentaire de tout le personnel d'une entreprise dans un seul groupe de protection sociale, certaines entreprises adhèrent en retraite complémentaire pour leur personnel permanent à Audiens à partir de 2016, de 2017 ou de 2019. En conséquence, le personnel permanent de ces entreprises n'apparaît dans nos données qu'à partir d'une certaine date.

Ceci empêche les calculs d'évolution basés sur les chiffres bruts. C'est pourquoi, **des évolutions à champ constant** ont été calculées et sont présentées à chaque fois dans les tableaux.

En 2017, le mode déclaratif des périodes d'emplois a changé pour les entreprises, passant de la norme DADS-U à la DSN. La qualité des données s'en est trouvée impactée, pour cette première année de prise en main de ce nouveau mode déclaratif par les entreprises. C'est pourquoi nous avons décidé pour l'actualisation des statistiques 2017 de cette étude de présenter les données emplois de manière globale, et de distinguer les emplois CDI des contrats courts, ces derniers regroupant les CDD d'usage et les CDD de droits communs.

I- ENTREPRISES COTISANTES AUPRÈS D'AUDIENS EN RETRAITE ARRCO ET/OU AGIRC

On retient ici les entreprises qui ont versé, au titre de l'année considérée, des cotisations pour la retraite complémentaire. Le fait qu'une entreprise s'acquitte de ses cotisations auprès d'une institution de retraite complémentaire indique qu'elle a employé au moins une personne au cours de cette année.

On considère ici que ces entreprises forment le périmètre de celles en activité.

Le code NAF attribué par l'INSEE au siège social de ces entreprises permet de distinguer leur activité, et l'adresse du siège social permet de distinguer le secteur géographique.

Île de France

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
5911A - Production de films et de programmes pour la TV	1 514	1 574	1 676	1 733	1 784	1 795	1 833	1 909	1 962	2 040
5911B - Production de films institutionnels et publicitaires	1 145	1 171	1 191	1 223	1 241	1 257	1 296	1 329	1 347	1 406
5911C - Production de films pour le cinéma	1 335	1 377	1 415	1 482	1 465	1 480	1 486	1 510	1 484	1 522
5912Z - Post-production de films cinéma, de vidéo et de programmes de TV	525	522	526	534	522	509	513	496	506	505
Total Ile de France	4 519	4 644	4 808	4 972	5 012	5 041	5 128	5 244	5 299	5 473
<i>Evolution annuelle</i>		3 %	4 %	3 %	1 %	1 %	2 %	2 %	1 %	3 %

Autres régions

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
5911A - Production de films et de programmes pour la TV	518	543	567	584	596	635	670	702	701	748
5911B - Production de films institutionnels et publicitaires	837	889	908	900	892	889	932	1 000	1 017	1 069
5911C - Production de films pour le cinéma	366	387	410	431	439	438	457	452	439	477
5912Z - Post-production de films cinéma, de vidéo et de programmes de TV	179	170	181	172	177	166	179	173	170	176
Total autres régions	1 900	1 989	2 066	2 087	2 104	2 128	2 238	2 327	2 327	2 470
<i>Evolution annuelle</i>		5 %	4 %	1 %	1 %	1 %	5 %	4 %	-1 %	6 %

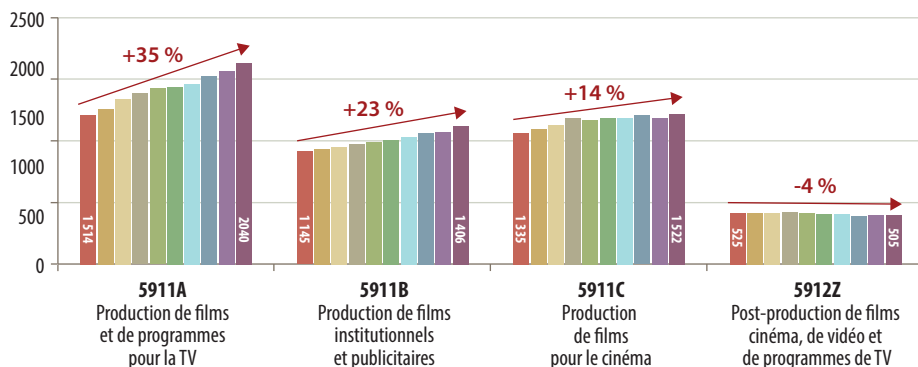
Après une forte croissance du nombre d'entreprises en activité dans ces secteurs jusqu'en 2011, la croissance s'est ralentie pour aboutir à une stabilisation sur les exercices 2013 et 2014. À partir de 2015, on observe une reprise de la croissance du nombre d'entreprises. Cette reprise est modérée en Île-de-France, avec près de

+2 % en moyenne par an. Dans les autres régions cette reprise est plus importante, +4 % en moyenne par an. En Île-de-France, c'est dans la production de films et de programmes pour la télévision et dans la production de films institutionnels et publicitaires que la croissance est la plus forte (+14 % et +12 % en 4 ans). Dans la

production de films pour le cinéma, la progression est moins forte : +3 %. Le nombre d'entreprises est resté stable dans la post-production.

Dans ces secteurs, coexistent d'une part un nombre restreint de grosses entreprises, et d'autre part un nombre très important de petites entreprises.

Nombre d'entreprises d'Île de France en activité par secteur, de 2009 à 2018



Par exemple, sur 2018 en Île-de-France, en considérant le volume d'activité comme équivalent à la masse salariale déclarée par les entreprises :

- Dans la production audiovisuelle, les 20 plus grosses entreprises cumulent près du quart de l'activité (23 %).

- Elles représentent près du tiers de l'activité dans la production de films institutionnels et publicitaires et dans la production cinématographique (30 %).
- Dans la post-production, c'est plus de la moitié (55 %).

Répartition de la masse salariale 2018 en fonction de la taille des entreprises d'Île-de-France (des plus grosses aux plus petites)

5911A - Production de films et de programmes pour la TV - 2 040 entreprises



5911B - Production de films institutionnels et publicitaires - 1 406 entreprises



5911C - Production de films pour le cinéma - 1 522 entreprises



5912Z - Post-production de films cinéma, de vidéos et de programmes de TV - 505 entreprises

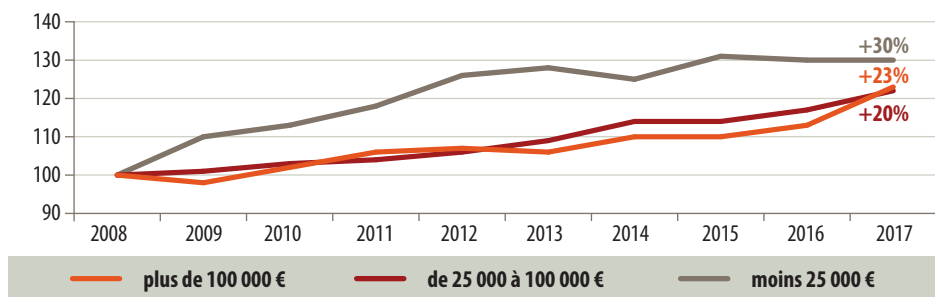


Note de lecture : Les 20 plus grosses entreprises de la production audiovisuelle situées en Île-de-France cumulent 23 % de la masse salariale du secteur. Les 100 plus grosses cumulent 57 % de la masse salariale et les 500 plus grosses cumulent 92 % de la masse salariale.

Nous remarquons qu'en 2016 et 2017, le nombre de petites entreprises reste stable, alors qu'il augmentait plus rapidement que le nombre de structures de plus grosse taille jusqu'en 2015.

La taille des entreprises est déterminée en fonction de la masse salariale annuelle (moins de 25 000 € ; de 25 000 à 100 000 € ; plus de 100 000 €).

Nombre d'entreprises d'Île-de-France en fonction de leur taille



II- EFFECTIFS DÉCLARÉS ET MASSE SALARIALE ASSOCIÉE

L'exploitation des déclarations nominatives nous permet de connaître les effectifs déclarés par entreprise et la masse salariale associée à ces effectifs.

Les données effectifs représentent le nombre de personnes déclarées par secteur et par type de contrat. Une personne déclarée par plusieurs entreprises d'un même secteur et dans le même type de contrat est comptabilisée une seule fois.

En Île-de-France, **146 777 personnes** ont occupé un emploi dans la production audiovisuelle et cinématographique en 2017. C'est 6,7 % de plus que le nombre de personnes ayant occupé un emploi en 2016. La croissance du nombre de personnes en 2017 s'établit au même niveau que celle observée en 2016.

Effectifs (en nombre de personnes)

Île-de-France		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	ÉVOLUTION 2016-17*
5911A Production de films et de programmes pour la TV	Total	66 546	65 767	63 597	71 825	67 167	71 024	71 111	68 764	71 434	79 580	10 %
	CDI	3 135	3 126	3 225	3 246	3 551	3 636	3 945	4 358	5 257	7 069	14 %
5911B Production de films institutionnels et publicitaires	Total	24 019	21 499	22 896	22 113	23 253	24 255	23 956	23 712	24 505	26 116	5 %
	CDI	1 721	1 598	1 674	1 723	1 654	1 767	1 904	2 109	2 487	3 235	26 %
5911C Production de films pour le cinéma	Total	56 669	53 683	56 706	60 199	57 136	58 067	56 338	54 563	62 745	66 000	5 %
	CDI	2 037	1 989	2 026	2 052	2 028	2 091	2 167	2 284	2 545	3 009	17 %
5912Z Post production de films cinéma, de vidéo et de programmes de TV	Total	21 630	20 637	20 965	21 552	21 036	20 024	20 080	19 639	19 971	21 424	3 %
	CDI	4 377	4 280	4 353	4 535	4 276	4 164	4 147	4 164	4 553	5 681	9 %
Total Île de France	Total	127 569	123 007	124 446	134 300	128 494	131 837	130 895	125 990	135 313	146 777	7 %
	CDI	11 197	10 936	11 226	11 496	11 452	11 598	12 087	12 846	14 686	18 825	15 %

Autres régions		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	ÉVOLUTION 2016-17*
5911A Production de films et de programmes pour la TV	Total	6 746	6 862	7 169	7 675	9 008	8 825	9 201	10 298	12 198	12 823	5 %
	CDI	635	665	604	705	649	636	742	739	828	977	15 %
5911B Production de films institutionnels et publicitaires	Total	8 326	7 132	7 889	7 699	7 771	8 338	8 520	8 507	9 641	11 119	9 %
	CDI	810	858	890	1 047	1 028	1 074	1 115	1 252	1 570	1 855	11 %
5911C Production de films pour le cinéma	Total	4 337	4 264	4 940	4 152	4 823	6 132	6 075	5 477	6 051	7 366	22 %
	CDI	314	324	335	368	406	404	377	428	513	510	-2 %
5912Z Post production de films cinéma, de vidéo et de programmes de TV	Total	3 249	3 381	3 368	3 342	3 706	3 736	3 890	3 937	3 969	4 753	12 %
	CDI	349	423	437	453	320	280	309	325	376	871	56 %
Total autres régions	Total	19 669	18 871	20 382	19 771	21 784	23 292	23 948	24 363	27 175	31 125	11 %
	CDI	2 101	2 264	2 262	2 569	2 394	2 385	2 534	2 731	3 265	4 191	15 %

Total France	Total	138 849	133 606	135 699	145 375	140 331	144 785	144 574	139 738	150 713	164 247	7 %
	CDI	13 289	13 189	13 474	14 054	13 827	13 972	14 609	15 562	17 925	22 957	15 %

(*) Evolution calculée à champ constant

Sur l'ensemble de la France et des secteurs de la production audiovisuelle et cinématographique, l'année 2017 représente une forte évolution de l'emploi. Elle est du même niveau que celle observée en 2016 en nombre de personnes salariées (7 %) et elle est légèrement plus rapide en masse salariale versée.

En Île-de-France, l'emploi des CDI ne cesse de se renforcer et de plus en plus rapidement, atteignant près de **19 000 personnes en 2017, soit plus de 50 % de CDI qu'en 2008**. Leur masse salariale représente plus du tiers de l'activité (40 %) alors qu'elle n'en représentait que 30 % en 2008.

L'emploi des contrats courts est plus cyclique et on observe en 2017 une hausse à la même hauteur que celle de 2016 sur les effectifs, plus forte progression depuis 2011 : **+7 % des effectifs et +8 % de la masse salariale**.

Masse salariale en k€

Île-de-France		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	ÉVOLUTION 2016-17*
5911A Production de films et de programmes pour la TV	Total	570 044	550 209	558 455	627 803	633 359	662 764	678 289	686 961	718 490	819 551	7 %
	CDI	134 049	131 190	137 872	144 447	155 598	165 751	181 113	203 230	230 056	291 885	7 %
5911B Production de films institutionnels et publicitaires	Total	151 072	138 183	151 595	154 107	156 981	165 324	170 120	178 098	190 194	210 254	9 %
	CDI	50 095	48 142	50 936	53 025	53 412	57 539	63 961	70 137	81 602	101 327	21 %
5911C Production de films pour le cinéma	Total	346 298	312 825	336 881	352 465	338 565	334 996	335 122	346 757	386 394	424 692	10 %
	CDI	75 563	79 089	79 085	80 903	83 552	85 800	90 074	97 824	107 006	116 924	8 %
5912Z Post production de films cinéma, de vidéo et de programmes de TV	Total	297 341	296 448	303 405	320 025	317 059	312 224	306 192	307 640	333 670	400 118	8 %
	CDI	144 546	146 082	150 308	156 912	151 954	152 225	153 906	151 420	168 345	215 891	7 %
Total Ile de France	Total	1 364 755	1 297 664	1 350 336	1 454 400	1 445 965	1 475 307	1 489 723	1 519 456	1 628 747	1 854 615	8 %
	CDI	404 253	404 503	418 201	435 287	444 516	461 316	489 055	522 612	587 008	726 026	9 %

(*) Evolution calculée à champ constant

Dans l'ensemble des autres régions, l'emploi des CDI augmente également pour atteindre près de 4 200 personnes salariées et représenter 44 % de la masse salariale totale en 2017. Avec plus de 31 000 personnes, l'emploi des contrats courts n'a jamais été aussi important qu'en 2017 : +12 % des effectifs pour une progression de +10 % de la masse salariale.

Le recours aux contrats courts est très important dans ces secteurs.

En 2017, en Île-de-France, ils représentent 87 % des personnes salariées et 61 % de la masse salariale.

Cette part est la même en nombre de personnes dans les autres régions, mais elle est plus faible en masse salariale : 56 %.

Masse salariale en k€

Autres régions		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	ÉVOLUTION 2016-17*
5911A Production de films et de programmes pour la TV	Total	39 148	39 303	41 237	41 968	47 986	50 138	50 464	52 645	60 974	64 826	5 %
	CDI	12 669	12 950	12 462	13 185	12 730	13 300	15 573	16 002	16 730	20 334	17 %
5911B Production de films institutionnels et publicitaires	Total	40 126	37 170	41 840	44 447	46 746	50 247	51 724	54 028	64 888	75 820	8 %
	CDI	15 781	15 582	17 334	18 881	19 983	23 036	24 429	27 755	35 510	44 148	13 %
5911C Production de films pour le cinéma	Total	19 595	17 769	21 779	20 763	20 568	24 278	24 405	24 157	26 502	34 189	29 %
	CDI	6 778	6 892	7 439	7 765	7 643	8 029	8 263	8 482	9 772	10 533	6 %
5912Z Post production de films cinéma, de vidéo et de programmes de TV	Total	17 091	20 671	21 294	20 569	21 721	26 257	29 997	32 055	33 128	52 595	24 %
	CDI	7 364	9 552	11 021	9 532	7 337	6 661	7 576	8 313	10 015	25 271	43 %
Total autres régions	Total	115 961	114 913	126 150	127 748	137 021	150 919	156 591	162 885	185 492	227 430	13 %
	CDI	42 593	44 977	48 257	49 362	47 693	51 025	55 841	60 552	72 027	100 286	17 %
Total France	Total	1 480 716	1 412 577	1 476 487	1 582 148	1 582 985	1 626 226	1 646 313	1 682 341	1 814 239	2 082 045	9 %
	CDI	446 846	449 479	466 458	484 650	492 210	512 341	544 896	583 163	659 035	826 312	10 %

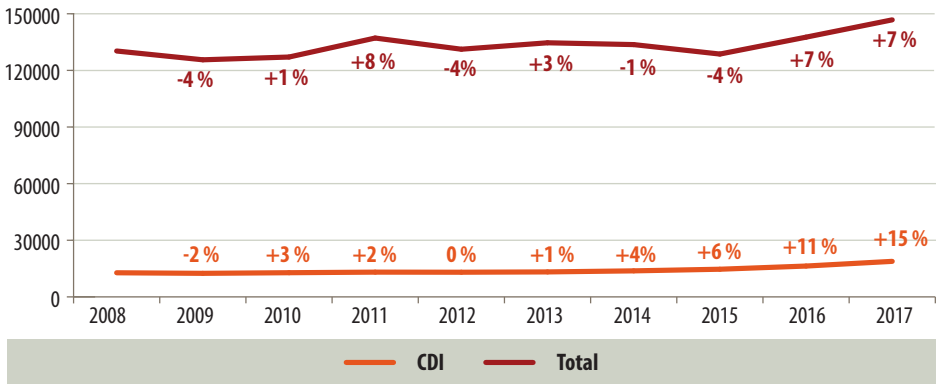
(*) Evolution calculée à champ constant

Île-de-France

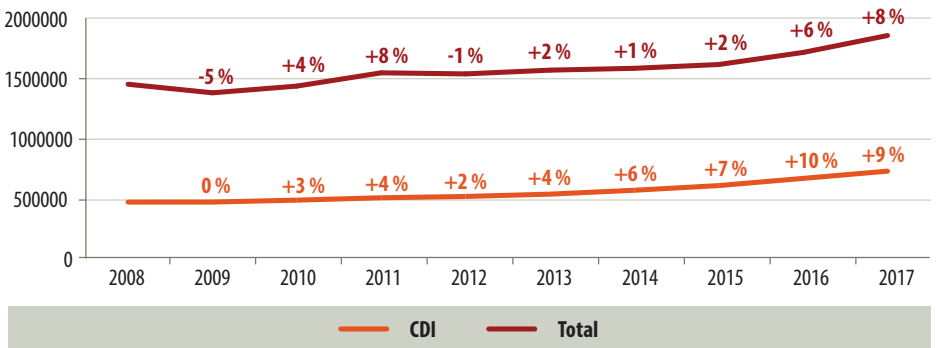
Depuis 2010, la masse salariale déclarée par les entreprises des secteurs observés situées en Île-de-France pour les emplois en CDI ne cesse de croître et il en est de même pour les effectifs. L'activité est plus cyclique pour les contrats courts.

En 2017, le nombre de personnes ayant occupé un emploi court augmente de 7 % et la masse salariale de 8 %. Depuis 2014, le nombre de personnes salariées en CDI progresse bien plus rapidement que le nombre de personnes salariées en contrat court.

Évolution des effectifs en Île-de-France



Évolution de la masse salariale (en K€) en Île-de-France



Île-de-France par secteur

L'évolution de l'emploi diffère légèrement selon les secteurs. En 2017, la masse salariale des CDI croît plus fortement dans la production de films institutionnels et publicitaires (+21 %) et elle reste élevée dans les autres secteurs (+7 %).

Pour l'emploi des contrats courts en 2017, la masse salariale a augmenté fortement dans la production audiovisuelle, la production cinématographique et la post-production (respectivement +8 %, +10 %, +9 %), et elle est restée stable dans la production de films institutionnels et publicitaires.

PRODUCTION AUDIOVISUELLE

Il s'agit du plus gros secteur de l'étude puisqu'il représente 44 % de la masse salariale totale de notre périmètre.

Entre 2016 et 2018, le nombre d'entreprises croît régulièrement à un rythme de 3,5 % par an en moyenne.

Depuis 2008, c'est l'activité associée aux CDI qui a augmenté le plus rapidement (+80 %).

L'emploi des contrats courts continue de progresser sur toute la période, et particulièrement en 2017 (+8 % de masse salariale).

PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE

Secteur qui représente 23 % de la masse salariale totale du périmètre en 2017 et qui se caractérise par le plus fort taux de contrats courts (73 % de la masse salariale).

Les CDI, même s'ils sont peu nombreux (3 000 en 2017), ne cessent cependant d'augmenter : +9 % en 2016 et +17 % en 2017.

POST-PRODUCTION

Ce secteur est quant à lui caractérisé par le plus fort taux de CDI et la plus forte concentration de l'activité (pas d'atomisation du secteur).

Le nombre d'entreprises de ce secteur est stable depuis 2016.

L'activité des contrats courts augmente ces dernières années, la masse salariale augmentant de plus en plus rapidement (+3 % en 2015, +6 % en 2016 et +9 % en 2017).

De la même manière, l'activité des CDI progresse ces 2 dernières années, la masse salariale augmentant de 9 % et 7 % en 2016 et 2017.

PRODUCTION DE FILMS INSTITUTIONNELS ET PUBLICITAIRES

Il s'agit du plus petit des 4 secteurs, il représente 11 % de la masse salariale totale de notre périmètre en 2017.

Le nombre d'entreprises qui s'était stabilisé en 2013 et 2014, croît à nouveau de +3 % par an en moyenne entre 2015 et 2018.

L'emploi des contrats courts évolue peu ces dernières années, alors que celui des CDI augmente très sensiblement (12 % en moyenne par an depuis 2014).

SYNTHÈSE

Dans les entreprises situées en Île-de-France,

L'emploi de CDI ne cesse de croître, et de plus en plus rapidement. Le nombre de personnes en CDI dans ces secteurs a augmenté de **47 % entre 2008 et 2017**, pour atteindre près de 19 000 personnes en 2017. Dans le même temps, la masse salariale a progressé de 55 % pour dépasser les 700 M€ en 2017. C'est l'emploi dans la production audiovisuelle et dans la production de films institutionnels et publicitaires qui a le plus progressé, avec une masse salariale qui a augmenté de 44 % entre 2015 et 2017 chez les CDI.

Le recours aux contrats courts est très usité et leur emploi est plus fluctuant. On observe en 2017 la plus forte progression de ces cinq dernières années : **+7 % des effectifs et +8 % de la masse salariale qui dépasse le milliard d'euros.**

Sur l'ensemble de la France,

Après une forte croissance, le nombre d'entreprises est relativement stable entre 2012 et 2014, de l'ordre de 7 000. La reprise modérée de la croissance du nombre d'entreprises depuis 2015 se confirme jusqu'en 2017 avec une croissance annuelle moyenne de 2,6 %.

Après une quasi-stabilité de la masse salariale en 2014 à 1,6 Mds€, la croissance reprend depuis 2015 et s'accélère jusqu'en 2017 (de +2 % en 2015 à +9 % en 2017).

L'emploi des CDI se renforce chaque année un peu plus, pour représenter en **2017 plus du tiers (40 %) de la masse salariale** totale de notre périmètre, alors qu'il ne représentait que 30 % de la masse salariale en 2008. L'emploi de contrats courts, qui est plus cyclique, s'inscrit dans la même tendance avec une augmentation de la masse salariale qui s'accélère sur ces 3 dernières années.

2017 confirme la dynamique de 2016 en termes de masse salariale et d'emplois. Le nombre de moyennes et grandes structures augmente, tandis que le nombre de liquidations est en baisse (-1,9 %).

Ce dynamisme de l'activité de 2017 s'explique par la continuité des effets observés en 2016 :

- **Poursuite de la relocalisation des tournages de films français** : Le taux de délocalisation passe de 22 % à 19 %, soit le plus bas niveau de la décennie, confirmé par la chute de nombre de semaines de tournage à l'étranger : -13 %, aussi un niveau historiquement bas. (Source : FICAM, Communiqué de presse du 24 janvier 2018 // Baromètre Long-métrage, année 2017)

- **L'effet combiné du crédit d'impôt et du Fonds de soutien de la Région Île-de-France** a permis de

localiser plusieurs grosses productions en France comme « *Astérix et Obélix* » d'Alexandre Astier, « *L'Empereur de Paris* » de Jean-François Richet, « *Un Peuple et son roi* » de Pierre Schoeller, tous les trois soutenus par la Région Île-de-France.

- **Poursuite de la hausse importante des dépenses de productions étrangères** en France grâce au crédit d'impôt international : 222 M€ en 2017 contre 137 M€ en 2016 (source : CNC), impactant le territoire avec plus 73 millions de dépenses qu'en 2016 (source : CNC) avec des productions telles que « *The 15 17 to Paris* » de Clint Eastwood.

- **L'accueil sur le territoire de la production étrangère hors norme de Christopher MacQuarrie**, « *Mission Impossible 6 : Fall Out* » avec 25 M€ de dépenses, 36 jours de tournage et plus de 350 techniciens employés chaque jour de tournage.

- **Les montants investis par les plates-formes pour les séries** est un levier de croissance important et impactent positivement l'Île-de-France, qui a accueilli « *The Marvelous Mrs Maisel* » de Amy Sherman & Dan Palladino (Amazon), « *Jack Ryan* » de Daniel Sackheim, Carlton Cuse et « *Osmosis* » d'Audrey Fouché (Netflix).

- **L'Île-de-France reste aussi un territoire très compétitif pour l'animation.** Les talents, le savoir-faire et une fiscalité attractive sont le tiercé gagnant pour attirer les productions étrangères en France. Au-delà de l'exemple bien connu d'Illumination Mac Guff, d'autres studios tels que Cube (Piggy Tales 4, série d'animation) ou TeamTO (Skylander Academy 3) continuent de réaliser de plus en plus de prestations pour le compte de donneurs d'ordre étrangers.

- La série télévisée d'initiative française poursuit sa dynamique : « *Le Bureau des Légendes* » et « *Versailles* » ont tourné respectivement en 2017 la saison 4 et 3.

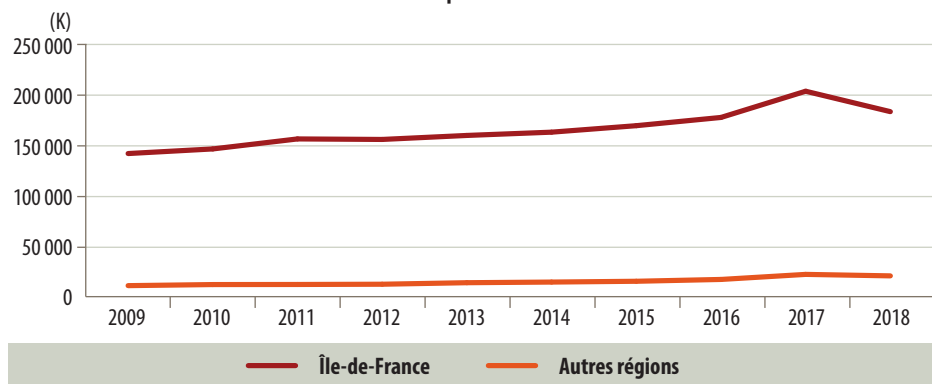
III- PERSPECTIVES 2018

L'évolution de l'emploi en 2018 peut être déduite de l'évolution des cotisations dues sur l'exercice 2018 en retraite complémentaire. Toutefois, **cette analyse n'a de sens que dans les tendances observées.**

Les valeurs absolues et relatives peuvent évoluer dans le temps. En effet, les cotisations dues évoluent au fur et à mesure de l'exploitation des déclarations nominatives annuelles : un ajustement est fait entre les cotisations

dues, c'est-à-dire appelées au cours d'un exercice, et les cotisations qui seront réellement versées. En effet, les cotisations dues évoluent au fur et à mesure de l'exploitation des déclarations nominatives annuelles : un ajustement est fait entre les cotisations dues, c'est-à-dire appelées au cours d'un exercice, et les cotisations qui seront réellement versées.

Évolution des cotisations dues en retraite complémentaire



Au regard des cotisations, **l'activité pourrait être moins importante en 2018 qu'en 2017**, en restant malgré cela au-dessus de 2016.

Pour les entreprises situées en Île-de-France, le volume d'emploi baisse en 2018 dans tous les secteurs. Pour tous ces secteurs, la baisse est moins rapide en 2018 que la hausse constatée en 2017.

Le niveau d'activité en 2017 étant très soutenu, on peut s'attendre à une stabilisation, voire à une légère baisse au regard du tableau ci-dessus.

Cela reste à affiner et confirmer l'année prochaine mais les indicateurs suivants montrent un certain niveau d'activité :

- Pour le cinéma, les films « *Grâce à Dieu* » de François Ozon, « *La Belle Époque* » de Nicolas Bedos (Les Films du

Kiosque) ou « *De nos frères blessés* » de Hélior Cisterne (Les Films du Bélier) soutenus par la Région Île-de-France indiquent que la dynamique se poursuit.

- **Le CNC a annoncé une année record en 2018 en termes de volume de la production audiovisuelle** (995 heures). L'Île-de-France a vu se tourner des séries telles que « *Ad Vitam* » de Thomas Cailley et Manuel Shapira, ou « *Speakerine* » de Laurant Tuel.

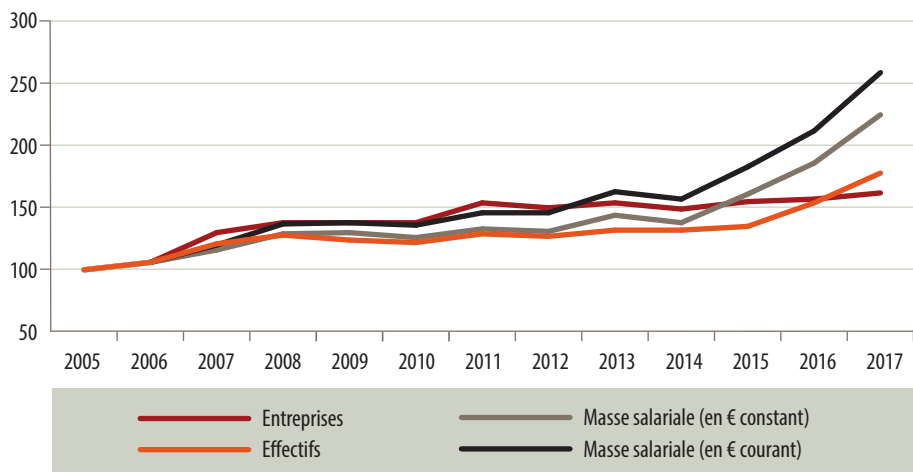
- Par ailleurs, en 2018 ont été fabriqués deux longs-métrages d'animation d'envergure « *Sings 2* » et « *Minions 2* » par Illumination Macc Guff, nécessitant une main d'œuvre importante.

IV- ANNEXES - FILMS D'ANIMATION

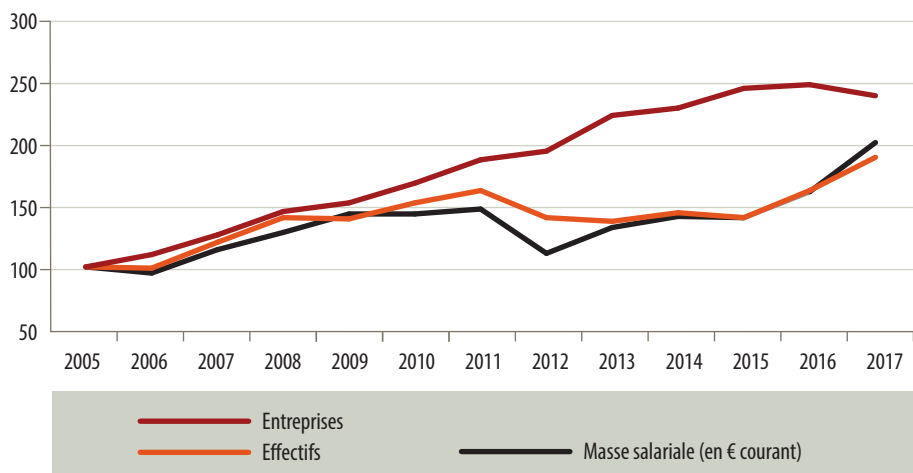
Extrait de l'étude réalisée par Audiens dans le cadre des Rencontres Animation Formation d'Angoulême.

Un secteur qui continue sa forte croissance en 2017 :

ANIMATION - Évolution de l'emploi en base 100



EFFETS SPÉCIAUX - Évolution de l'emploi en base 100



Concernant l'animation :

- +22 % de masse salariale en 2017, 171 M€ d'euros déclarés, soit près de 4 fois la masse salariale d'il y a 14 ans
- +15 % de salariés déclarés, soit plus de 7 200 personnes différentes déclarées dans le secteur, plus du double par rapport à 2004, dont hausse du nombre de CDI (+10 %)
- Pour un nombre d'entreprises évoluant plus faiblement : en 2017 (133), le volume est un peu moins du double du chiffre de 2004 (68).
- La masse salariale médiane déclarée annuellement par entreprise et les effectifs médians associés sont donc en augmentation en 2017, passant respectivement, de près de 300 k€ à plus de 440 k€, et de 27 salariés à 36 (CDD d'usage compris) entre 2016 et 2017.

Une grande part de techniciens en CDD d'usage dans le secteur :

Les 6 400 techniciens en CDDU déclarés dans le secteur cumulent 5,8 millions d'heures (+33 % par rapport à 2016) et représentent plus des $\frac{3}{4}$ de la masse salariale du secteur (79 %).

Un secteur plutôt jeune, avec une tendance à la féminisation

- 76 % de moins de 40 ans parmi les techniciens en CDDU, 57 % parmi les CDI
- 34 % de femmes parmi les techniciens en CDDU, 46 % parmi les CDI (contre respectivement 30 % et 42 % en 2015)
- Même si les emplois « cœur de métier » restent toutefois majoritairement occupés par les hommes, exemple : 69 % des animateurs 2D/3D sont des hommes.

Un taux de sortie du secteur en constante baisse :

32 % en 2009, 29 % en 2013, 18 % en 2017.

Près de la moitié des effectifs du secteur sont des « assidus »

Ces salariés ont perçu plus d'un smic sur l'année et ont une activité dans le secteur supérieure à 60 % par rapport à l'ensemble de leur activité dans le spectacle.

